

N° 4848^{3A}

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2001-2002

PROJET DE LOI

concernant le budget des recettes et des dépenses
de l'Etat pour l'exercice 2002

* * *

AVIS DE LA COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS

(6.11.2001)

La Commission se compose de: M. Nicolas STROTZ, Président-Rapporteur; MM. Niki BETTENDORF, Willy BOURG, Emile CALMES, Ady JUNG, Jean-Pierre KOEPP, Nico LOES, Jos SCHEUER, John SCHUMMER, Mme Renée WAGENER et M. Georges WOHLFAHRT, Membres.

*

Le présent avis a été élaboré sur base d'une note du Ministère des Travaux publics que la Commission des Travaux publics a examinée lors de sa réunion du 22 octobre 2001.

*

Les montants totaux du budget du département des Travaux Publics sont les suivants:

(Unité: Euro)

	2000 (compte provisoire)	2001 (budget)	2002 (crédits)
<i>Dépenses effectuées par le biais des crédits budgétaires</i>			
Budget ordinaire	97.979.894	99.411.778	107.866.439
Budget extraordinaire	638.546.778	344.367.806	345.650.678
Total budget	736.526.672	443.779.584	453.517.117
<i>Dépenses effectuées par le biais des fonds spéciaux</i>			
Fonds d'investissements publics administratifs	21.456.533	64.759.569	128.212.743
Fonds d'investissements publics scolaires	47.778.485	62.223.076	102.817.348
Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux	8.922.808	22.928.544	31.276.642
Fonds des routes	116.782.640	142.623.061	167.734.675
Fonds pour la loi de garantie	5.609.830	51.210.276	57.888.339
Total fonds spéciaux	200.550.296	343.744.526	487.929.747
Total budget & Fonds spéciaux	937.076.968	787.524.110	941.446.864
Total budget (diminué des alimentations pour les Fonds spéciaux) & Fonds spéciaux	421.471.885	565.374.110	725.446.864
Montant total du budget des dépenses de l'Etat	5.595.161.200	5.445.409.300	5.968.181.609

La part du budget du département des Travaux Publics (abstraction faite des dépenses effectuées par le biais des fonds spéciaux) par rapport au budget total de l'Etat est de: 13,16% en 2000; 8,15% en 2001; 7,60% en 2002.

Le présent avis se base sur les chiffres du total du budget diminué des alimentations pour les fonds spéciaux et augmenté du montant des dépenses effectuées par ces mêmes fonds spéciaux. Toutes les comparaisons se rapportent par conséquent à ces montants (2000: 421.471.885 €; 2001: 565.374.110 €; 2002: 725.446.864 €).

L'ensemble des articles budgétaires est regroupé selon la classification par codes économiques (ex.: 11: Salaires et charges sociales; 12: Achats de biens non durables et de services n'augmentant pas la valeur ...).

Les dépenses du budget ordinaire sont divisées en dépenses de fonctionnement et en dépenses liées à l'activité du département.

En ce qui concerne le projet de budget de 2002, les dépenses de fonctionnement de l'administration s'élèvent à 9,80% de l'ensemble des dépenses du département des Travaux Publics (2000: 14,74%; 2001: 11,22%).

Parmi ces dépenses, la majeure partie concerne les salaires et les charges sociales. Pour l'administration des Ponts et Chaussées, 7,54% (2000: 11,61%; 2001: 8,81%;) du budget constituent des dépenses de personnel, y compris les ouvriers occupés par l'administration qui occupent la part la plus importante.

Pour l'administration des Bâtiments Publics, ces proportions sont analogues, tout en étant moins importantes (2000: 1,79%; 2001: 1,38%; 2002: 1,19%). A noter que cette administration occupe beaucoup moins d'ouvriers.

Il résulte de ce qui précède que les véritables frais de fonctionnement de l'administration disparaissent pratiquement dans la masse totale du budget (Ponts et Chaussées: 2000: 1,17%; 2001: 0,88%; 2002: 0,77% – Bâtiments Publics: 2000: 0,08%; 2001: 0,06%; 2002: 0,06%).

Ainsi l'ensemble des dépenses courantes (frais de bureau, frais téléphoniques, frais d'exploitation des véhicules automoteurs p. ex.) peuvent-elles être considérées comme négligeables.

La Commission des Travaux publics considère dans le contexte des frais de personnel que les effectifs du département lui semblent insuffisants eu égard au volume de travail à prendre en charge.

A côté des dépenses de fonctionnement, l'on trouve les dépenses liées à l'activité du département. Il s'agit des dépenses d'entretien des deux administrations du département des Travaux Publics.

Pour l'administration des Ponts et Chaussées, les frais d'entretien courant des infrastructures routières se chiffrent à 17.027.000 € (2000: 15.909.655 €; 2001: 16.436.500 €), ou 2,35% (2000: 3,77%; 2001: 2,91%) de la masse budgétaire totale du département.

Les montants afférents de l'administration des Bâtiments Publics se chiffrent à 19.774.390 € (2000: 19.938.147 €; 2001: 19.558.420 €) ou 2,73% (2000: 4,73%; 2001: 3,46%) de la masse totale du département.

Le total des dépenses d'activités du budget ordinaire du département s'élève grosso modo à 37.000.000 € ce qui représente 5% du total des dépenses.

Comparées au budget précédent, les dépenses d'activité du projet de budget 2002 connaissent une augmentation de 2,24%.

Dans son ensemble, le budget des dépenses ordinaires se chiffre à 107.866.439 € (2000: 97.979.894 €; 2001: 99.411.778 €) ce qui représente une part se situant autour de 15% par rapport au total du budget, ainsi qu'une augmentation de +8,50% par rapport à l'exercice 2001.

Dans ce contexte il est rappelé que l'ensemble des investissements sont regroupés dans le budget extraordinaire.

Le budget des dépenses en capital, anciennement budget des dépenses extraordinaires, comprend presque exclusivement des dépenses d'investissements sauf pour ce qui est de la section de l'administration des Ponts et Chaussées qui comprend une partie de frais – négligeables – liés à l'acquisition d'immeubles (\pm 0,05% de la masse budgétaire totale du ministère des Travaux Publics).

Comme le présent avis fait abstraction des dotations aux fonds spéciaux du département, elle ne prend en considération que les dépenses effectivement mises en œuvre par ces mêmes fonds spéciaux.

Pour l'administration des Ponts et Chaussées, les investissements effectués par le biais des crédits du budget des dépenses extraordinaires se chiffrent à 68.987.128 € (2000: 58.646.420 €; 2001: 64.612.956 €), soit 9,51% du total du budget (2000: 13,91%; 2001: 11,43%).

Ces montants sont de 60.343.850 € (2000: 64.034.796 €; 2001: 57.285.150 €) pour l'administration des Bâtiments Publics.

Tout en rappelant que les dotations aux fonds spéciaux ne sont pas prises en compte, il s'avère que le total du budget des dépenses extraordinaires se chiffre à 129.650.678 €, ou 17,87% de la masse budgétaire totale.

Les variations du budget extraordinaire par rapport aux exercices 2000 et 2001 sont de 5,46% respectivement 6,08%. Il faut cependant savoir que les chiffres de l'exercice 2000 représentent le compte provisoire tandis que pour les exercices 2001 et 2002 il s'agit du budget voté respectivement des crédits du projet de budget.

Plus de 50% des dépenses du département des Travaux Publics sont effectuées par le biais des fonds spéciaux, qui sont le fonds des routes pour ce qui est des infrastructures autoroutières, ainsi que les fonds d'investissements publics administratifs, scolaires, sanitaires et sociaux en ce qui concerne les bâtiments de l'Etat. S'y ajoute le fonds pour la loi de garantie pour le paiement des annuités que l'Etat doit payer pour les projets préfinancés par le biais de la loi du 13 avril 1970 fixant les conditions suivant lesquelles le Gouvernement peut soit acquérir certains immeubles présentant un intérêt public, soit garantir le rendement et les charges locatifs de tels immeubles, dite „loi de garantie“.

La somme des dépenses des fonds spéciaux et du budget extraordinaire représente plus de trois quarts (2002: 85,13%; 2001: 82,42%; 2000: 76,75%) de la masse totale du budget du ministère des Travaux Publics.

L'on peut en conclure que les dépenses d'investissement de l'Etat se situent à un niveau très élevé.

Ces fonds constituent donc un moyen indispensable permettant au Gouvernement de réaliser d'importants projets d'investissements dans des délais raisonnables.

Le financement d'un projet de construction par le biais d'un fonds spécial est tributaire d'un vote préalable d'une loi spéciale d'autorisation par la Chambre des Députés (si le montant des investissements reste en dessous de 7.500.000 € {302.500.000 LUF}, le projet en question doit être autorisé annuellement dans le cadre du vote de la loi budgétaire).

La Chambre des Députés dispose donc d'un regard sur la politique d'investissement du Gouvernement. Cela est d'autant plus vrai que ce dernier est obligé à présenter à la Cour des Comptes un décompte détaillé pour chaque projet d'investissement dépassant les 7.500.000 €, soit 302.500.000 LUF.

A signaler pour terminer que presque 25% des dépenses du département des Travaux Publics sont réalisés par le fonds des routes, et plus de 40% par les fonds d'investissements publics y compris le fonds pour la loi de garantie.

Par rapport aux années précédentes, ces investissements font état d'une augmentation substantielle.

*

L'EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS DE L'ETAT EN GENERAL

Confronté, d'une part, à une évolution économique internationale qui s'annonce moins favorable et, d'autre part, à une forte croissance démographique, le Gouvernement entend satisfaire les besoins collectifs en matière d'infrastructures publiques par la poursuite et même par l'intensification de sa politique d'investissement dans le domaine de la création des infrastructures publiques.

Ainsi, l'accroissement des dépenses en la matière s'élève à 30,4% en 2002 pour atteindre le montant total de 725 mio d'euros, soit 11,7% des dépenses totales de l'Etat pour 2002 (contre 10,0% en 2001).

En conséquence, le pourcentage de ces dépenses par rapport au produit intérieur brut continuera également de s'accroître pour s'établir à 3,0% en 2002, après avoir atteint prévisiblement 2,5% en 2001 et 2,0% en 2000.

Le montant des investissements en question se dégage de la ventilation économique des dépenses d'investissement – code 7 – du budget proprement dit, auxquelles sont ajoutées les dépenses des fonds

spéciaux suivants: fonds d'investissements publics administratifs, scolaires, sanitaires et sociaux; fonds des routes, fonds pour les monuments historiques et fonds du rail.

Le tableau ci-après – qui retrace l'évolution pluriannuelle des différentes composantes des investissements de l'Etat – fait ressortir que les crédits budgétaires au sens strict du terme n'accusent qu'une croissance modérée pendant cette période. Par contre, les dépenses totales des fonds spéciaux passent de 235,2 mio d'euros en 1999 à 522,3 mio d'euros en 2002 ce qui équivaut à un accroissement moyen de quelque 30% par an.

	1999 <i>Compte gén.</i>	2000 <i>Compte prov.</i>	2001 <i>Budget voté</i>	2002 <i>Projet de budget</i>
1) Crédits budgétaires:				
71 – Achat de terrains et de bâtiments	18.025,0	20.616,3	5.525,0	6.325,0
72 – Constr. de bâtiments dans le pays	54.601,2	56.487,0	50.252,7	55.489,1
73 – Construction de routes	69.302,8	65.487,9	77.234,5	80.521,1
74 – Achat de biens meubles durables	37.656,2	41.689,3	52.460,6	60.605,8
2) Fonds d'investissements de l'Etat	235.212,9	244.214,2	370.506,6	522.317,1
3) Total des investissements	414.798,1	428.494,7	555.979,4	725.258,1
Variation en %		3,3%	29,8%	30,4%
4) Total des dépenses de l'Etat	4.855.278,7	5.595.155,8	5.445.409,4	5.928.303,1
Investissements en % des dép. de l'Etat	8,5%	7,7%	10,2%	12,2%
5) P.I.B. Au prix du marché (version SEC)	18.141.393,5	20.505.407	21.952.151	23.864.196
Investissements en % du P.I.B	2,3%	2,1%	2,5%	3,0%

Note: Les montants de ce tableau sont indiqués en milliers d'euros.

ad 1) Dépenses ventilées par code économique.

ad 2) Dépenses sous „Fonds d'investissements de l'Etat“ sont celles reprises au tableau détaillé ci-dessous.

ad 4) Dépenses budgétaires + dépenses des Fonds d'investissements – dotations de ces mêmes Fonds.

Le tableau détaillé des dépenses des principaux fonds d'investissements montre l'importance relative du Fonds des Routes dont les dépenses de 167.7 millions d'euros représentent à elles seules plus de 30% du total de 522.3 millions d'euros.

EVOLUTION DES DEPENSES DES PRINCIPAUX FONDS D'INVESTISSEMENTS

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
– Administratif	37.863,3	30.448,8	33.237,6	30.171,1	33.030,3	61.513,7	101.396,4
– Scolaire	20.305,0	33.453,2	55.471,1	81.547,1	60.461,5	64.561,4	82.839,2
– Sanitaire	3.862,2	5.736,3	7.578,1	10.919,7	14.968,9	16.739,5	24.530,8
– Fonds des routes	83.083,9	73.569,8	60.815,7	62.947,6	99.866,4	116.098,5	132.129,7
– Monuments histor.	5.257,8	4.375,3	6.765,0	6.237,0	8.849,8	7.480,2	7.374,8
– Fonds du Rail	22.248,4	33.998,6	28.696,2	35.508,3	30.461,2	41.565,0	72.075,0
Total général	172.620,6	181.582,0	192.563,7	227.330,8	247.638,1	307.958,3	420.345,9
Variation en %	–	+ 5,2%	+ 6,0%	+ 18,1%	+ 8,9%	+ 24,4%	+ 36,5%

Note: Les montants de ce tableau sont indiqués en milliers d'euros.

La Commission voudrait toutefois relever que les efforts en faveur des réseaux de transport performants ne se limitent pas aux seules infrastructures routières comme le montrent les investissements financés par le Fonds du Rail, en augmentation de quelque 35% en moyenne par an depuis 1999 pour atteindre 78 millions d'euros en 2002.

En ce qui concerne les investissements financés par les crédits des fonds d'investissements publics (administratifs, scolaires, sanitaires et sociaux), ils passent de 103,3 millions d'euros en 1999 à 262,3 millions d'euros en 2002, soit une augmentation de 154%.

La croissance la plus importante est enregistrée par le fonds d'investissements publics administratifs dont les dépenses totales vont doubler en 2002, suite à la mise en chantier de nombreux projets de grande envergure. Toutefois, il convient de relever plus particulièrement la croissance des dépenses de 64.5% affichée par le fonds d'investissements publics scolaire pour 2002, suite aux premières décisions prises dans le cadre du plan sectoriel Lycées.

Le Gouvernement procédera également en automne à l'adoption d'un programme pluriannuel révisé portant sur les dépenses en capital pour la période 2001-2005 et qui précisera la réalisation des différents projets au cours des cinq années à venir.

Luxembourg, le 6 novembre 2001

Le Président-Rapporteur,
Nicolas STROTZ

Annexes: Ventilation des dépenses du département des Travaux Publics selon les codes économiques.

ANNEXES

BUDGET DU DEPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS

Code économique	Classe de comptes	2000 (Compte provisoire)	2001 (Budget)	2002 (Crédits)	Variation en % 2001/2000	Variation en % 2002/2001	Variation en % 2002/2000	% Dépenses 2000	% Dépenses 2001	% Dépenses 2002
BUDGET ORDINAIRE										
A. Dépenses de fonctionnement										
a. Ministère										
i. Frais de personnel										
11	<i>Salaires et charges sociales</i> Indemnités pour services extraordinaires TOTAL i.	7.603 7.603	12.475 12.475	12.475 12.475	64,08 64,08	0,00 0,00	64,08 64,08	0,00% 0,00%	0,00% 0,00%	0,00% 0,00%
ii. Autres frais										
12	<i>Achat de biens non durables et de services n'augmentant pas la valeur</i> Indemnités pour services de tiers Frais de route et de séjour, frais de déménagement Frais d'exploitation des véhicules automoteurs Frais de contentieux Frais de bureau Frais d'experts et d'études Frais de publicité, de sensibilisation et d'information Bâtiments: exploitation et entretien Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation Achats de biens et services spécifiques Sous-total	6.135 52.726 1.345 82.657 5.172 44.249 24.749 2.164 12.395 2.465 234.057	10.025 50.000 2.000 100.000 5.950 46.211 24.800 11.100 17.000 2.500 269.586	10.025 54.000 2.400 100.000 5.950 1.282.000 24.800 3.500 27.000 2.500 1.512.175	63,41 - 5,17 48,70 20,98 15,04 4,43 0,21 412,94 37,15 1,42 15,18	0,00 8,00 20,00 0,00 0,00 2.674,23 0,00 - 68,47 58,82 0,00 460,92	63,41 2,42 78,44 20,98 15,04 2.797,24 0,21 61,74 117,83 1,42 546,07	0,00% 0,01% 0,00% 0,02% 0,00% 0,01% 0,00% 0,00% 0,00% 0,00% 0,06%	0,00% 0,01% 0,00% 0,02% 0,00% 0,01% 0,00% 0,00% 0,00% 0,00% 0,05%	0,00% 0,01% 0,00% 0,01% 0,18% 0,00% 0,00% 0,00% 0,00% 0,00% 0,21%

Code éco-nomique	Classe de comptes	2000 (Compte provisoire)	2001 (Budget)	2002 (Crédits)	Variation en % 2001/2000	Variation en % 2002/2001	Variation en % 2002/2000	% Dépenses 2000	% Dépenses 2001	% Dépenses 2002
34	<i>Transferts de revenus aux ménages</i> Subventions pour cause de dommages matériels Subventions diverses aux ménages Sous-total	100.710 12.395 113.105	100.000 12.500 112.500	100.000 12.500 112.500	- 0,70 0,85 - 0,53	0,00 0,00 0,00	- 0,70 0,85 - 0,53	0,02% 0,00% 0,03%	0,02% 0,00% 0,02%	0,01% 0,00% 0,02%
35	<i>Transferts de revenus à l'étranger</i> Non ventilé (cotisations à des organismes internationaux) Sous-total	37.432 37.432	41.000 41.000	41.000 41.000	9,53 9,53	0,00 0,00	9,53 9,53	0,01% 0,01%	0,01% 0,01%	0,01% 0,01%
41	<i>Transferts de revenus à l'administration centrale</i> Transferts de revenus aux organismes professionnels de droit public Sous-total TOTAL ii.	49.578 49.578 434.172	43.400 43.400 466.486	43.400 43.400 1.709.075	- 12,46 - 12,46 7,44	0,00 0,00 266,37	- 12,46 - 12,46 293,64	0,01% 0,01% 0,10%	0,01% 0,01% 0,08%	0,01% 0,01% 0,24%
	TOTAL MINISTERE	441.775	478.961	1.721.550	8,42	259,43	289,69	0,10%	0,08%	0,24%
b. Ponts et Chaussées										
i. <i>Frais de personnel</i>										
11	<i>Salaires et charges sociales</i> Traitements des fonctionnaires Indemnités des employés occupés à titre permanent Indemnités des employés occupés à titre temporaire Salaires des ouvriers occupés à titre permanent Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire Indemnités d'habillement Indemnités pour services extraordinaires Indemnités pour heures supplémentaires TOTAL i.	23.018.771 1.025.634 131.475 24.168.386 38.853 193.692 42.111 310.560 48.929.482	23.272.241 1.352.289 16.268 24.568.521 100 198.150 101.226 310.000 49.818.795	25.432.177 1.477.500 16.923 27.133.024 100 199.742 93.334 319.568 54.672.368	1,10 31,85 - 87,63 1,66 - 99,74 2,30 140,38 - 0,18 1,82	9,28 9,26 4,03 10,44 0,00 0,80 - 7,80 3,09 9,74	10,48 44,06 - 87,13 12,27 - 99,74 3,12 121,64 2,90 11,74	5,46% 0,24% 0,03% 5,73% 0,01% 0,05% 0,01% 0,07% 11,61%	4,12% 0,24% 0,00% 4,35% 0,00% 0,04% 0,02% 0,05% 8,81%	3,51% 0,20% 0,00% 3,74% 0,00% 0,03% 0,01% 0,04% 7,54%

Code économique	Classe de comptes	2000 (Compte provisoire)	2001 (Budget)	2002 (Crédits)	Variation en % 2001/2000	Variation en % 2002/2001	Variation en % 2002/2000	% Dépenses 2000	% Dépenses 2001	% Dépenses 2002
ii. Autres frais										
12	<i>Achat de biens non durables et de services n'augmentant pas la valeur</i>									
	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	174.343	224.000	226.000	28,48	0,89	29,63	0,04%	0,04%	0,03%
	Frais d'exploitation des véhicules automobiles	1.581.070	1.633.000	1.985.000	3,28	21,56	25,55	0,38%	0,29%	0,27%
	Fourniture de vêtements de travail et de protection	145.299	148.800	148.800	2,41	0,00	2,41	0,03%	0,03%	0,02%
	Frais de bureau	332.737	340.000	363.146	2,18	6,81	9,14	0,08%	0,06%	0,05%
	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des P et T	526.908	469.989	440.000	-10,80	-6,38	-16,49	0,13%	0,08%	0,06%
	Location et entretien des installations de télécommunications	19.629	19.980	21.000	1,79	5,11	6,98	0,00%	0,00%	0,00%
	Location et entretien des équipements informatiques	61.905	81.800	91.160	32,14	11,44	47,26	0,01%	0,01%	0,01%
	Bâtiments: exploitation et entretien	840.852	875.000	937.973	4,06	7,20	11,55	0,20%	0,15%	0,13%
	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	53.949	54.770	53.270	1,52	-2,74	-1,26	0,01%	0,01%	0,01%
	Frais d'experts et d'études	86.918	132.500	143.000	52,44	7,92	64,52	0,02%	0,02%	0,02%
	Frais de publication	0	0	0				0,00%	0,00%	0,00%
	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	595.843	620.000	650.000	4,05	4,84	9,09	0,14%	0,11%	0,09%
	Achats de biens et services spécifiques	402.324	288.400	400.480	-28,32	38,86	-0,46	0,10%	0,05%	0,06%
	Sous-Total	4.821.777	4.888.239	5.459.829	1,38	11,69	13,23	1,14%	0,86%	0,75%
24	<i>Location de terres et paiements courants pour l'utilisation d'actifs incorporels</i>									
	Location de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques	88.485	86.800	97.392	-1,90	12,20	10,07	0,02%	0,02%	0,01%
	Sous-total	88.485	86.800	97.392	-1,90	12,20	10,07	0,02%	0,02%	0,01%
	TOTAL ii.	4.910.262	4.975.039	5.557.221	1,32	11,70	13,18	1,17%	0,88%	0,77%
	TOTAL PONTS ET CHAUSSEES	53.839.744	54.793.834	60.229.589	1,77	9,92	11,87	12,77%	9,69%	8,30%

Code économique	Classe de comptes	2000 (Compte provisoire)	2001 (Budget)	2002 (Crédits)	Variation en % 2001/2000	Variation en % 2002/2001	Variation en % 2002/2000	% Dépenses 2000	% Dépenses 2001	% Dépenses 2002
c. Bâtiments Publics										
i. Frais de personnel										
11	<i>Salaires et charges sociales</i>									
	Traitements des fonctionnaires	6.081.114	6.225.114	6.778.619	2,37	8,89	11,47	1,44%	1,10%	0,93%
	Indemnités des employés occupés à titre permanent	389.199	484.091	694.240	24,38	43,41	78,38	0,09%	0,09%	0,10%
	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	69.912	3.886	4.227	- 94,44	8,78	- 93,95	0,02%	0,00%	0,00%
	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	890.540	1.042.201	1.163.695	17,03	11,66	30,67	0,21%	0,18%	0,16%
	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	73.342	100	100	- 99,86	0,00	- 99,86	0,02%	0,00%	0,00%
	Rémunération des volontaires et de personnel en formation auprès de l'Etat	7.443	9.900	10.628	33,01	7,35	42,79	0,00%	0,00%	0,00%
	Indemnité d'habillement	11.865	13.466	14.165	13,49	5,19	19,38	0,00%	0,00%	0,00%
	Indemnités pour services extraordinaires	74	740	500	900,00	- 32,43	575,68	0,00%	0,00%	0,00%
	TOTAL i.	7.523.489	7.779.498	8.666.174	3,40	11,40	15,19	1,79%	1,38%	1,19%
ii. Autres frais										
12	<i>Achat de biens non durables et de services n'augmentant pas la valeur</i>									
	Frais de route et de séjour	39.502	62.942	61.000	59,34	- 3,09	54,42	0,01%	0,01%	0,01%
	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	45.361	47.000	73.768	3,61	56,95	62,62	0,01%	0,01%	0,01%
	Fourniture de vêtements de travail et de protection	742	2.000	2.100	169,54	5,00	183,02	0,00%	0,00%	0,00%
	Frais de bureau	46.818	46.889	48.703	0,15	3,87	4,03	0,01%	0,01%	0,01%
	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des P et T	68.996	76.134	78.903	10,35	3,64	14,36	0,02%	0,01%	0,01%
	Location et entretien des équipements informatiques	7.929	11.000	17.247	38,73	56,79	117,52	0,00%	0,00%	0,00%
	Bâtiments: exploitation et entretien	114.026	114.900	151.015	0,77	31,43	32,44	0,03%	0,02%	0,02%
	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	3.710	3.700	15.000	- 0,27	305,41	304,31	0,00%	0,00%	0,00%
	Sous-Total	327.084	364.565	447.736	11,46	22,81	36,89	0,08%	0,06%	0,06%
	TOTAL ii.	327.084	364.565	447.736	11,46	22,81	36,89	0,08%	0,06%	0,06%
	TOTAL BATIMENTS PUBLICS	7.850.573	8.144.063	9.113.910	3,74	11,91	16,09	1,86%	1,44%	1,26%
	TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	62.132.092	63.416.858	71.065.049	2,07	12,06	14,38	14,74%	11,22%	9,80%

Code économique	Classe de comptes	2000 (Compte provisoire)	2001 (Budget)	2002 (Crédits)	Variation en % 2001/2000	Variation en % 2002/2001	Variation en % 2002/2000	% Dépenses 2000	% Dépenses 2001	% Dépenses 2002
B. Activités										
a. Ponts et Chaussées										
i. Entretien										
12	<i>Achats de biens et de services n'augmentant pas la valeur</i> Achats de biens et services spécifiques Sous-total	743.612 743.612	780.000 780.000	815.000 815.000	4,89 4,89	4,49 4,49	9,60 9,60	0,18% 0,18%	0,14% 0,14%	0,11% 0,11%
14	<i>Réparation et entretien d'ouvrages de génie civil n'augmentant pas la valeur</i> Frais de réparation et d'entretien de routes payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques Frais de réparation et d'entretien d'ouvrages hydrauliques payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques Frais de réparation et d'entretien d'autres ouvrages de génie civil payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques Sous-total	13.037.661 663.310 14.066.578	13.814.000 377.500 14.556.500	14.290.000 375.000 15.037.000	5,95 -43,09 -0,17 3,48	3,45 -0,56 1,92 3,30	9,61 -43,47 1,75 6,90	3,09% 0,16% 0,09% 3,34%	2,44% 0,07% 0,06% 2,57%	1,97% 0,05% 0,05% 2,07%
43	<i>Transferts de revenus aux administrations publiques régionales et locales</i> Contributions à caractère spécifique aux administrations Sous-total TOTAL i.	1.099.465 1.099.465 15.909.655	1.100.000 1.100.000 16.436.500	1.175.000 1.175.000 17.027.000	0,05 0,05 3,31	6,82 6,82 3,59	6,87 6,87 7,02	0,26% 0,26% 3,77%	0,19% 0,19% 2,91%	0,16% 0,16% 2,35%
	TOTAL PONTS ET CHAUSSEES	15.909.655	16.436.500	17.027.000	3,31	3,59	7,02	3,77%	2,91%	2,35%

Code économique	Classe de comptes	2000 (Compte provisoire)	2001 (Budget)	2002 (Crédits)	Variation en % 2001/2000	Variation en % 2002/2001	Variation en % 2002/2000	% Dépenses 2000	% Dépenses 2001	% Dépenses 2002	
	b. Bâtiments Publics										
	i. Entretien										
12	Achat de biens non durables et de services n'augmentant pas la valeur										
	Bâtiments: exploitation et entretien	18.775.832	18.947.220	19.096.890	0,91	0,79	1,71	4,45%	3,35%	2,63%	
	Frais d'experts et d'études	96.681	99.000	89.000	2,40	- 10,10	- 7,94	0,02%	0,02%	0,01%	
	Achats de biens et services spécifiques	1.065.634	512.200	588.500	- 51,93	14,90	- 44,77	0,25%	0,09%	0,08%	
	Sous-total	19.938.147	19.558.420	19.774.390	- 1,90	1,10	- 0,82	4,73%	3,46%	2,73%	
	TOTAL i.	19.938.147	19.558.420	19.774.390	- 1,90	1,10	- 0,82	4,73%	3,46%	2,73%	
	TOTAL BATIMENTS PUBLICS	19.938.147	19.558.420	19.774.390	- 1,90	1,10	- 0,82	4,73%	3,46%	2,73%	
	TOTAL ACTIVITES	35.847.802	35.994.920	36.801.390	0,41	2,24	2,66	8,51%	6,37%	5,07%	
	TOTAL BUDGET ORDINAIRE	97.979.894	99.411.778	107.866.439	1,46	8,50	10,09	23,25%	17,58%	14,87%	
	BUDGET EXTRAORDINAIRE										
	Activités										
	a. Ministère										
	ii. Investissements										
74	Acquisition d'autres biens d'investissement y compris les biens incorporels										
	Acquisition d'équipements informatiques	1.583	8.500	8.500	436,96	0,00	436,96	0,00%	0,00%	0,00%	
	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	17.504	11.200	11.200	- 36,01	0,00	- 36,01	0,00%	0,00%	0,00%	
	Sous-total	19.087	19.700	19.700	3,21	0,00	3,21	0,00%	0,00%	0,00%	
	TOTAL ii.	19.087	19.700	19.700	3,21	0,00	3,21	0,00%	0,00%	0,00%	
	TOTAL MINISTERE	19.087	19.700	19.700	3,21	0,00	3,21	0,00%	0,00%	0,00%	

Code économique	Classe de comptes	2000 (Compte provisoire)	2001 (Budget)	2002 (Crédits)	Variation en % 2001/2000	Variation en % 2002/2001	Variation en % 2002/2000	% Dépenses 2000	% Dépenses 2001	% Dépenses 2002
b. Ponts et Chaussées										
i. Emprises										
63	<i>Transferts en capital aux administrations publiques régionales et locales</i> Aides à l'investissement des communes Sous-total	71.538 71.538	25.000 25.000	25.000 25.000	- 65,05 - 65,05	0,00 0,00	- 65,05 - 65,05	0,02% 0,02%	0,00% 0,00%	0,00% 0,00%
71	<i>Achat de terrains et bâtiments dans le pays</i> Achat de terrains à l'intérieur du secteur des administrations publiques Achat de terrains à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques Sous-total TOTAL i.	103 169.751 169.854 241.392	25.000 250.000 275.000 300.000	25.000 250.000 275.000 300.000	24.171,84 47,27 61,90 24,28	0,00 0,00 0,00 0,00	24.171,84 47,27 61,90 24,28	0,00% 0,04% 0,04% 0,06%	0,00% 0,04% 0,05% 0,05%	0,00% 0,03% 0,04% 0,04%
ii. Investissements proprement dits										
72	<i>Construction de bâtiments</i> Construction de bâtiments dans les pays: travaux effectués par des secteurs autres que le secteur des administrations publiques Sous-total	916.076 916.076	950.000 950.000	997.500 997.500	3,70 3,70	5,00 5,00	8,89 8,89	0,22% 0,22%	0,17% 0,17%	0,14% 0,14%
73	<i>Réalisation d'ouvrages de génie civil</i> Routes: travaux effectués par des secteurs autres que le secteur des administrations publiques Travaux hydrauliques effectués par des secteurs autres que le secteur des administrations publiques Sous-total	50.919.755 2.067.424 52.987.179	55.620.100 2.213.000 57.833.100	59.498.000 1.907.000 61.405.000	9,23 7,04 9,15	6,97 - 13,83 6,18	16,85 - 7,76 15,89	12,08% 0,49% 12,57%	9,84% 0,39% 10,23%	8,20% 0,26% 8,46%

Code éco-nomique	Classe de comptes	2000 (Compte provisoire)	2001 (Budget)	2002 (Crédits)	Variation en % 2001/2000	Variation en % 2002/2001	Variation en % 2002/2000	% Dépenses 2000	% Dépenses 2001	% Dépenses 2002
74	<i>Acquisition d'autres biens d'investissement y compris les biens incorporels</i>									
	Acquisition de véhicules automoteurs	1.704.264	2.300.000	2.825.000	34,96	22,83	65,76	0,40%	0,41%	0,39%
	Acquisition de machines de bureau	28.930	37.200	38.628	28,59	3,84	33,52	0,01%	0,01%	0,01%
	Acquisition d'installations de télécommunications	49.652	54.500	56.000	9,76	2,75	12,78	0,01%	0,01%	0,01%
	Acquisition d'appareils médicaux, vétérinaires, pharmaceutiques et de laboratoire	71.708	72.600	130.000	1,24	79,06	81,29	0,02%	0,01%	0,02%
	Acquisition d'équipements spéciaux	2.506.164	2.834.400	3.202.000	13,10	12,97	27,76	0,59%	0,50%	0,44%
	Acquisition d'équipements informatiques	222.998	350.000	175.000	56,95	-50,00	-21,52	0,05%	0,06%	0,02%
	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	139.926	151.116	125.000	8,00	-17,28	-10,67	0,03%	0,03%	0,02%
	Acquisition de mobilier de bureau et d'autre mobilier	19.523	30.040	33.000	53,87	9,85	69,03	0,00%	0,01%	0,00%
	Sous-total	4.743.165	5.829.856	6.584.628	22,91	12,95	38,82	1,13%	1,03%	0,91%
	TOTAL ii.	58.646.420	64.612.956	68.987.128	10,17	6,77	17,63	13,91%	11,43%	9,51%
	TOTAL PONTS ET CHAUSSEES	58.887.812	64.912.956	69.287.128	10,23	6,74	17,66	13,97%	11,48%	9,55%
c. Bâtiments Publics										
ii. Investissements										
10	<i>Non ventilé</i>									
	Sous-total	0	0	0				0,00%	0,00%	0,00%
71	<i>Achat de terrains et bâtiments dans le pays</i>									
	Achat de bâtiments à l'intérieur du secteur des administrations publiques	0	0	0				0,00%	0,00%	0,00%
	Sous-total	0	0	0				0,00%	0,00%	0,00%
72	<i>Construction de bâtiments</i>									
	Construction de bâtiments dans le pays: travaux effectués par des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	55.043.079	48.129.200	51.048.100	-12,56	6,06	-7,26	13,06%	8,51%	7,04%
	Sous-total	55.043.079	48.129.200	51.048.100	-12,56	6,06	-7,26	13,06%	8,51%	7,04%

Code économique	Classe de comptes	2000 (Compte provisoire)	2001 (Budget)	2002 (Crédits)	Variation en % 2001/2000	Variation en % 2002/2001	Variation en % 2002/2000	% Dépenses 2000	% Dépenses 2001	% Dépenses 2002
73	<i>Réalisation d'ouvrages de génie civil</i> Routes: travaux effectués par des secteurs autres que le secteur des administrations publiques Sous-total	520.552 520.552	0 0	0 0	- 100,00 - 100,00	- 100,00 - 100,00	- 100,00 - 100,00	0,12% 0,12%	0,00% 0,00%	0,00% 0,00%
74	<i>Acquisition d'autres biens d'investissement y compris les biens incorporels</i> Acquisition de véhicules automoteurs Acquisition de machines de bureau Acquisition d'installations de télécommunications Acquisition d'équipements spéciaux Acquisition d'équipements informatiques Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels Acquisition de mobilier de bureau et d'autre mobilier Sous-total	53.793 23.634 0 52.546 20.117 16.372 8.304.579 8.471.041	90.000 14.000 1.750 55.440 34.200 250.000 8.710.560 9.155.950	80.000 18.000 1.850 57.800 40.000 300.000 8.798.100 9.295.750	67,31 - 40,76 5,51 70,01 1.427,00 4,89 8,09	- 11,11 28,57 5,71 4,26 16,96 20,00 1,00 1,53	48,72 - 23,84 10,00 98,84 1.732,40 5,94 9,74	0,01% 0,01% 0,00% 0,01% 0,00% 0,00% 1,97% 2,01%	0,02% 0,00% 0,00% 0,01% 0,01% 0,04% 1,54% 1,62%	0,01% 0,00% 0,00% 0,01% 0,01% 0,04% 1,21% 1,28%
93	<i>Dotations de Fonds de réserve</i> Alimentation de fonds spéciaux Sous-total TOTAL ii.	124 124 64.034.796	0 0 57.285.150	0 0 60.343.850	- 100,00 - 100,00 - 10,54	- 100,00 - 100,00 5,34	- 100,00 - 100,00 - 5,76	0,00% 0,00% 15,19%	0,00% 0,00% 10,13%	0,00% 0,00% 8,32%
	TOTAL BATIMENTS PUBLICS	64.034.796	57.285.150	60.343.850	- 10,54	5,34	- 5,76	15,19%	10,13%	8,32%
	TOTAL ACTIVITES	122.941.695	122.217.806	129.650.678	- 0,59	6,08	5,46	29,17%	21,62%	17,87%
	TOTAL BUDGET EXTRAORDINAIRE	122.941.695	122.217.806	129.650.678	- 0,59	6,08	5,46	29,17%	21,62%	17,87%

Code économique	Classe de comptes	2000 (Compte provisoire)	2001 (Budget)	2002 (Crédits)	Variation en % 2001/2000	Variation en % 2002/2001	Variation en % 2002/2000	% Dépenses 2000	% Dépenses 2001	% Dépenses 2002	
	Fonds d'investissements										
	a. Ponts et Chaussées										
	<i>Fonds des routes</i>										
	Dépenses	116.782.640	142.623.061	167.734.675	22,13	17,61	43,63	27,71%	25,23%	23,12%	
	TOTAL	116.782.640	142.623.061	167.734.675	22,13	17,61	43,63	27,71%	25,23%	23,12%	
	b. Bâtiments Publics										
	<i>Fonds administratifs</i>										
	Dépenses	21.456.533	64.759.569	128.212.743	201,82	97,98	497,55	5,09%	11,45%	17,67%	
	<i>Fonds scolaires</i>										
	Dépenses	47.778.485	62.223.076	102.817.348	30,23	65,24	115,20	11,34%	11,01%	14,17%	
	<i>Fonds sanitaires et sociaux</i>										
	Dépenses	8.922.808	22.928.544	31.276.642	156,97	36,41	250,52	2,12%	4,06%	4,31%	
	<i>Fonds pour la loi de garantie</i>										
	Dépenses	5.609.830	51.210.276	57.888.339	812,87	13,04	931,91	1,33%	9,06%	7,98%	
	TOTAL	83.767.656	201.121.465	320.195.072	140,09	59,20	282,24	19,88%	35,57%	44,14%	
	TOTAL FONDS D'INVESTISSEMENTS	200.550.296	343.744.526	487.929.747	71,40	41,95	143,30	47,58%	60,80%	67,26%	
	TOTAL BUDGET EXTRAORDINAIRE & FONDS	323.491.991	465.962.332	617.580.425	44,04	32,54	90,91	76,75%	82,42%	85,13%	
	TOTAL GENERAL	421.471.885	565.374.110	725.446.864	34,14	28,31	72,12	100,00%	100,00%	100,00%	

